



**Evaluation des effets socioéconomiques du COVID-19 sur la
sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des
réfugiés Centrafricains de la façade Est**

République du Cameroun, Septembre 2020

Contents

Introduction	3
Objectifs de l'évaluation	3
Méthodologie.....	4
Profil sociodémographique.....	4
Potentialités de résilience et d'autonomisation sur les moyens de subsistance	6
Potentialités de résilience et d'autonomisation sur l'Epargne.....	7
Potentialités de résilience et d'autonomisation sur l'accès aux Credits	8
Capacité de résilience et d'adaptation.....	9
Impacts du COVID-19 sur les besoins en alimentation.....	9
Impacts du COVID-19 sur les AGR et les moyens d'existence.....	11
Impacts du COVID-19 sur l'accès aux services sociaux de base.....	12
Impacts du COVID-19 sur le Genre et les groupes vulnérables.....	12
Impacts du COVID-19 sur l'énergie et l'environnement.....	13
Stratégies de survie.....	13
Mesures d'urgence sollicitées et personnes prioritaires.....	14
Secteurs les plus touchés par la situation du COVID-19	14
Mesures d'accompagnement d'urgence : protection sociale et services de base.....	15
Mesures d'accompagnement à moyen et long terme.....	17
Informations et connaissance du COVID-19.....	18
Réponse multisectorielle à moyen et long terme.....	19
Pilier 1: Renforcement de la riposte sanitaire et services sociaux de base.....	19
Pilier 2 : Protection communautaire des Personnes Cibles.....	21
Pilier 3: Résilience économique et moyens de subsistance durable.....	21
Pilier 4 : Energie et environnement.....	22
Budget de réponse à moyen et long terme.....	23
Conclusion.....	24

1. Introduction

La pandémie coronavirus (COVID-19), dont le premier cas a été enregistré au Cameroun en début mars 2020, a des conséquences négatives sur l'environnement socio-économique et financier du Cameroun. Elle affecte plus particulièrement les personnes déplacées (réfugiés, demandeurs d'asiles, personnes déplacées internes) surtout en milieu ruraux où la contamination semble être plus importante avec des mesures de restrictions difficiles à respecter dû à la promiscuité des ménages dans les sites.

Le Cameroun accueille près 420,000 réfugiés, dont des réfugiés provenant de La République de Centrafrique vivant dans la façade Est (les régions de l'Est, l'Adamaoua et du Nord Cameroun) au nombre de 272,584. Les réfugiés de la Façade Est vivent dans des conditions très précaires. Cette situation s'aggrave de jour en jour avec la diminution progressive de l'aide, devenue difficile à mobiliser, mais pourrait aussi devenir catastrophique avec la pandémie coronavirus (COVID-19).

Dans le cadre de sa réponse sociale d'urgence au COVID-19, les priorités du HCR et du PAM sont d'anticiper et d'atténuer les effets de la pandémie sur les moyens de subsistance des réfugiés et populations d'accueil.

C'est pour cela que le HCR, le PAM et leurs partenaires ont conduit une évaluation socioéconomique rapide des impacts de COVID-19 sur les moyens de subsistance des réfugiés centrafricains vivant dans la façade Est afin d'apporter une réponse d'urgence. Le présent rapport présente les principales observations de l'enquête menée du 06 au 22 Mai 2020 auprès de 275 personnes (composé de réfugiés et de populations hôtes) de la façade Est. Aussi, à travers ce rapport, le HCR et le PAM, proposent un plan de réponse d'urgence à moyen et long terme.

2. Objectifs de l'évaluation

L'objectif principal de l'enquête est d'évaluer les conséquences socioéconomiques de la pandémie COVID-19 sur les moyens de subsistance des réfugiés vivant dans la façade Est, d'apprécier leurs capacités de résilience en cas de lock down total et de proposer un plan de réponse d'urgence et à moyen terme. Cette évaluation propose aussi une réponse à long-terme car l'évolution de la pandémie démontre que cette situation va perdurer.

De manière spécifique, l'étude vise à :

- Identifier les secteurs d'activités (formel et informel) dans lesquels les réfugiés exercent leurs activités quotidiennes ;
- Identifier parmi ces secteurs d'activités les plus affectés par la crise sanitaire et les conséquences induites sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages à court et moyen terme ;
- Proposer un plan de réponse pour atténuer les chocs et renforcer la résilience des réfugiés.

3. Méthodologie

L'étude a combiné deux approches complémentaires pour mieux décrire la situation :

3.1. Documentation pertinente

- Communiqué à l'issue du Conseil de Cabinet du Jeudi 26 Mars 2020
- Stratégie gouvernementale de riposte face à la pandémie de coronavirus (COVID19) du 09 Avril 2020
- Evolution de l'inflation au cours du premier trimestre 2020, Avril 2020 ; INS Cameroun
- Evaluation des effets socioéconomiques du coronavirus (covid19) au Cameroun -phase 1 ; Mai 2020 ; (INS-SNU)

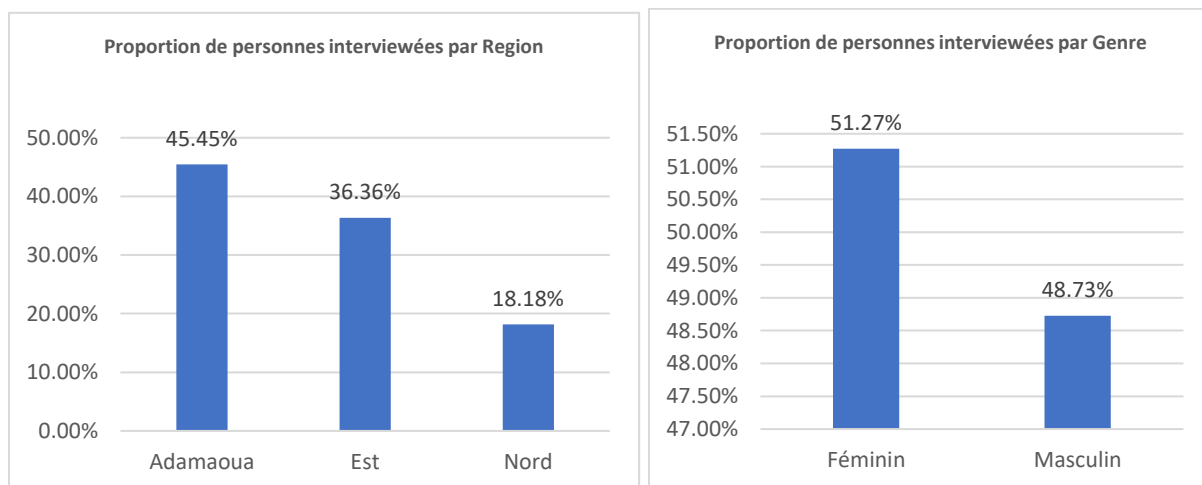
3.2. Enquête sur le terrain

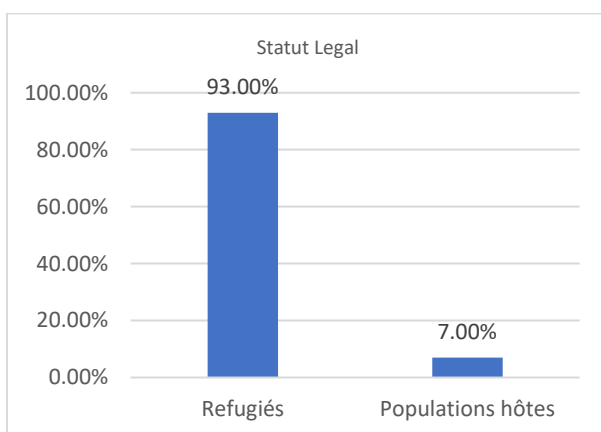
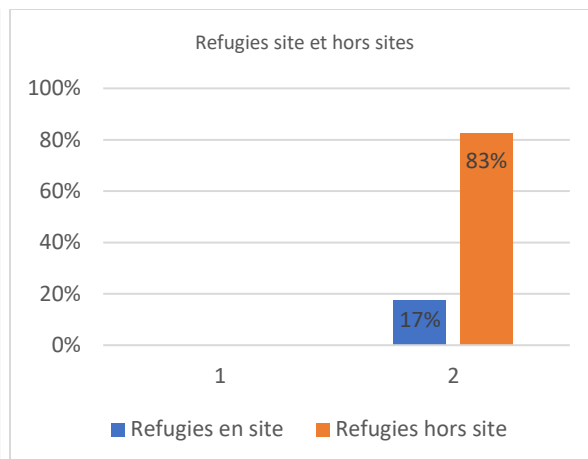
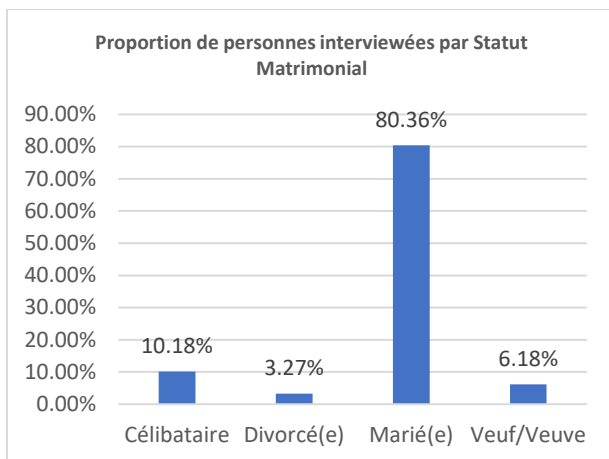
- L'enquête portait sur l'impact et la perception des réfugiés des effets socio-économiques du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ;
- L'enquête a été faite par smartphone en utilisant Kobo Collect du 06 au 22 Mai 2020 ;
- 275 personnes ont été enquêtées via téléphone par une dizaine d'enquêteurs ;

Pour disposer de données auprès des réfugiés, un questionnaire spécifiquement élaboré pour être administré auprès d'informateurs clés a d'abord été testé et utilisé en milieu urbain, avant d'être réadapté pour être administré par téléphone dans notre zone rurale conformément aux mesures de préventions mises en place par le Gouvernement Camerounais. La collecte des données a été réalisée au mois de Mai 2020.

4. Profil sociodémographique

275 personnes ont été enquêtées, dont 93% étaient des réfugiés et 7% des membres des populations hôtes. 45.45% vivaient dans l'Adamaoua, 36.36% à l'Est et 18.18% au Nord.





Taille moyenne des ménages : 9

- Moyenne d'enfants de moins de 18 ans : 4
- Moyenne de membres de sexe féminin : 3

51% sont de sexe féminin et 49% sont du sexe masculin. 80% des personnes interviewés sont mariés, 10% sont des célibataires, 3% sont des divorcés et 6% veuf/veuves. Les personnes enquêtées sont âgées en moyenne de 40 ans.

La taille moyenne des ménages est de 9 personnes, dont 4 individus en moyenne ont moins de 18 ans et 3 sont de sexe féminin.

Environ 23% des personnes enquêtées vivent dans les sites aménagés et le reste en dehors de ces sites.

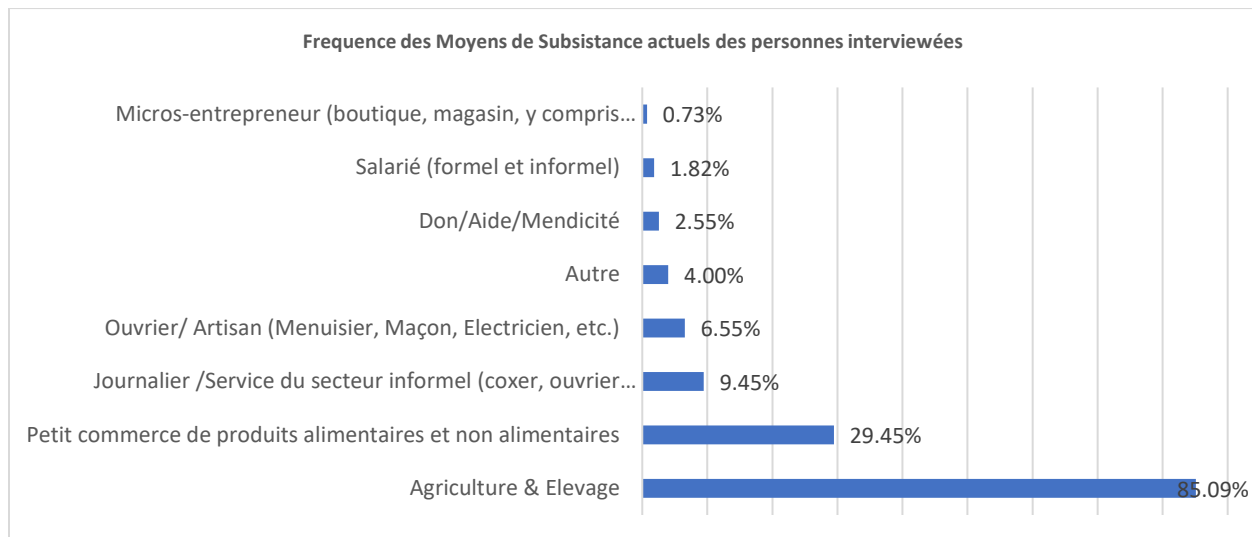
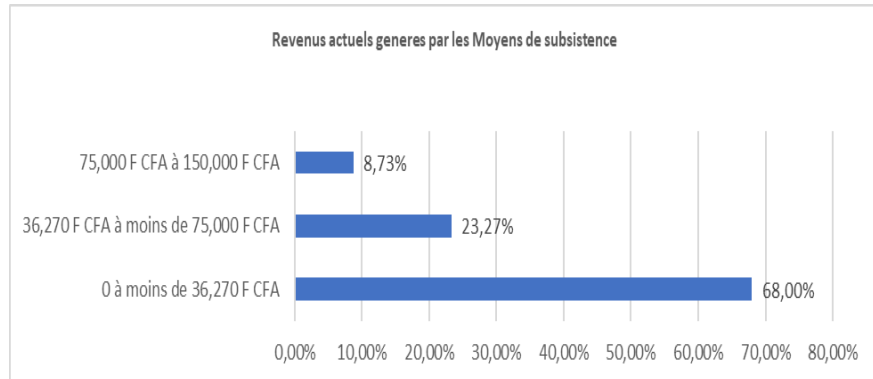
Les personnes enquêtées sont très majoritairement des réfugiés centrafricains (93%) ou appartiennent à la population hôte (7%). Dans la région de l'Adamaoua, 12% des personnes ressources sont issues de la population hôte contre presque 3% dans les autres régions. Sept réfugiés enquêtés sur 10 vivent en dehors des sites aménagés.

5. Potentialités de résilience et d'autonomisation

- Moyens de subsistance actuels

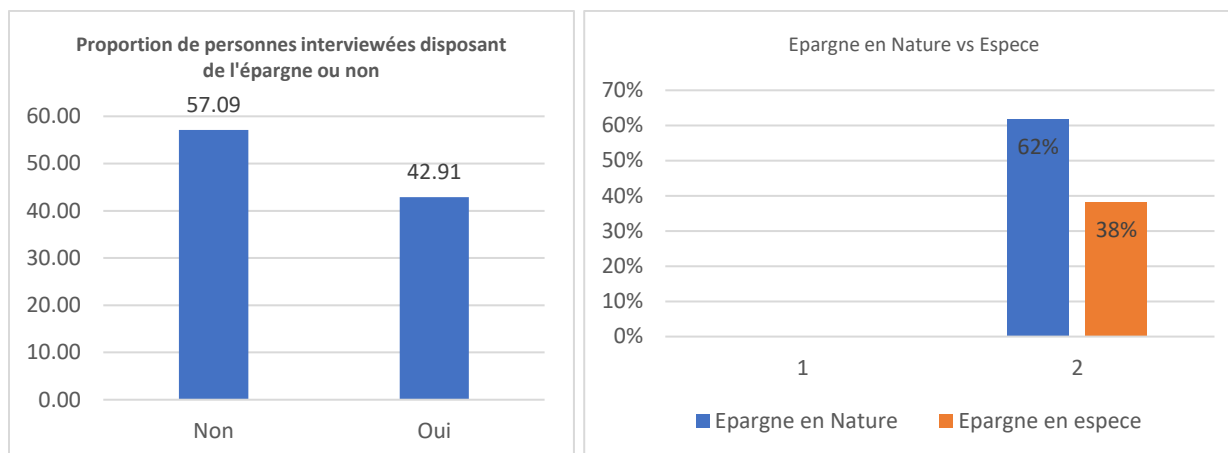
Que ce soit dans les sites ou hors-site, plus de 8 personnes enquêtées sur 10 gagnent moins de 75,000 FCFA par mois, parmi lesquels 68% ont un revenu en-dessous du SMIG (36,270 F CFA/mois). Avec de tels

niveaux de revenu très faibles, les personnes enquêtées auraient du mal à satisfaire leurs besoins essentiels sans recourir à des stratégies de survie négatives.

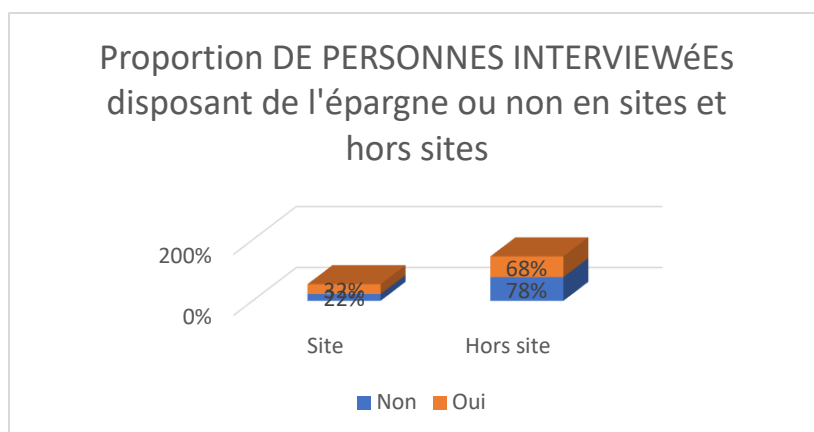


Au moment de l'enquête, 85% des personnes enquêtées ont déclaré pratiquer au moins l'agriculture et l'élevage pour gagner un revenu. De même, 29% des personnes enquêtées ont déclaré pratiquer le petit commerce au moment de l'enquête pour gagner un revenu. 10% des personnes enquêtées pratiquaient le travail journalier au moment de l'enquête pour gagner un revenu, et 7% pratiquaient des petits métiers au moment de l'enquête pour gagner un revenu.

- Personnes disposant de l'Épargne

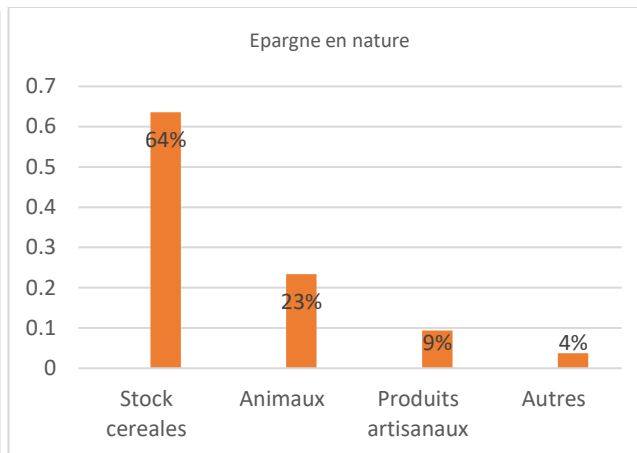
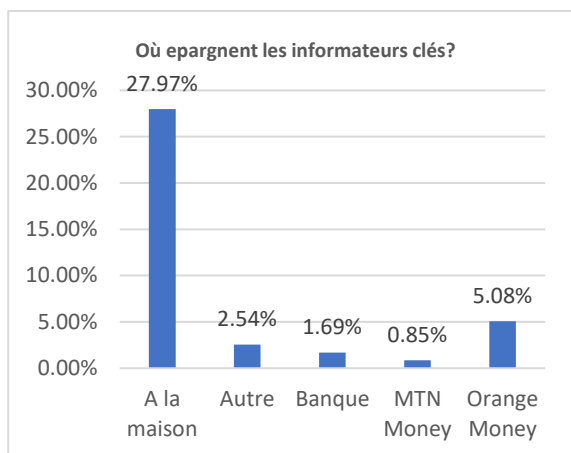


Globalement, moins de la moitié des personnes enquêtées (42.91%) disposent d'une épargne en nature ou en espèce, avec respectivement 62% et 38%.



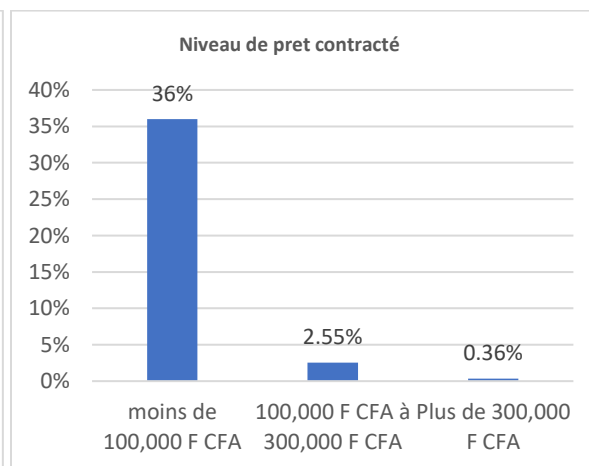
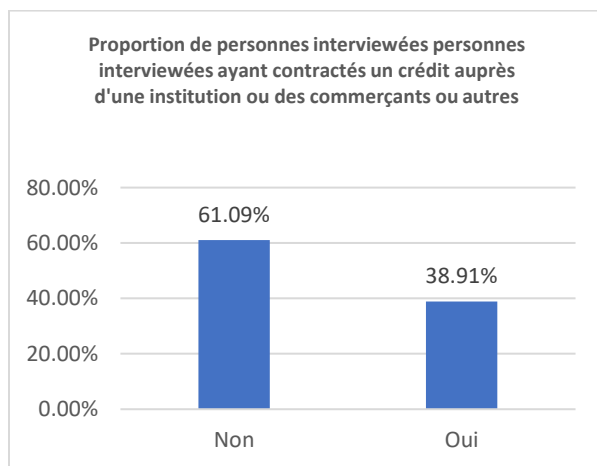
En hors site, les réfugiés ont plus de capacités d'épargner que les réfugiés dans les sites. En effet, 32% des personnes interviewées dans les sites ont pu épargner, alors qu'ils sont de 68% en hors site. Cela s'explique par le fait que ceux qui vivent en hors sites ont plus d'opportunités économiques.

Ces personnes ont épargné au niveau du mobile money (5%), Express Union ou d'une institution de microfinance (4%) ; 28% préfèrent garder leur épargne à la maison. L'épargne en nature est constituée pour la plupart de stocks de céréales (64%), d'animaux (23%) et de produits artisanaux (9%).



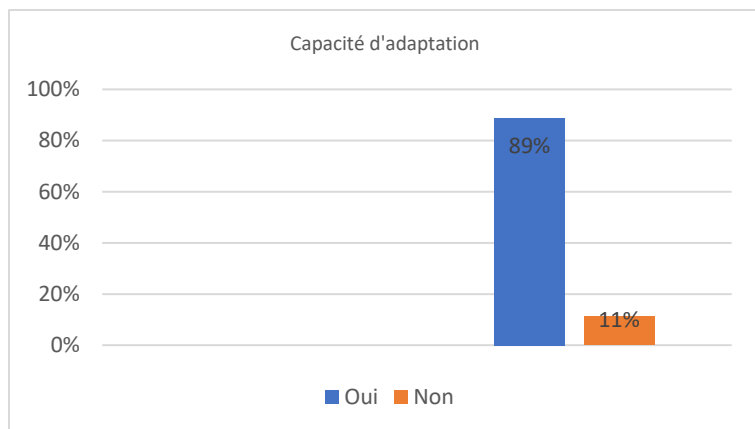
57% des personnes interrogées déclarent ne pas posséder d'épargne, du fait d'un revenu insuffisant, de la baisse de la productivité agricole ou de l'instabilité des activités. Elles pourraient donc être incapables de subvenir à leurs besoins de résoudre un problème en cas de chocs comme la pandémie du COVID-19 dont la durée et les effets sont méconnus et imprévisibles.

- Accès aux crédits



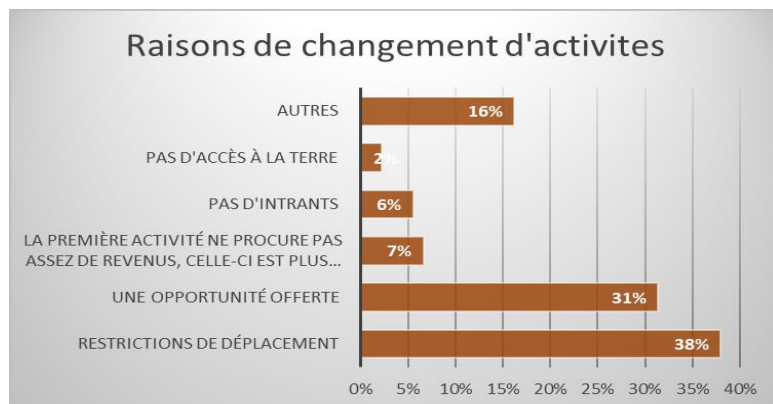
39% des personnes enquêtées ont recours aux prêts pour subvenir à leurs besoins. 36% de ceux-ci ont reçu des prêts représentant 3 fois le SMIG et 2% près de 10 fois le SMIG du Cameroun, contractés auprès des commerçants (22.18%), des amis (12.36%) et des banques (0.36%).

- Capacité de résilience et d'adaptation



Au moment de l'enquête, 89% de enquêtés exerçaient les mêmes activités génératrices de revenus (AGR) qu'avant le COVID-19. En revanche, 1 personne ressource sur 10 a déjà développé un mécanisme d'adaptation négatif pour couvrir leurs besoins de base en nourriture, savons, etc. En effet, les répondants disent préférer mourir sur leur lieu

de travail plutôt que de mourir chez eux de faim.



Pour 38% des enquêtés, les restrictions de déplacement ont motivé un changement d'AGR pendant le COVID-19. Pour 31% de personnes enquêtées, la modification de l'activité entre avant et pendant le COVID-19 en termes d'AGR est guidé par une opportunité que leur a été offerte.

6. Impacts socioéconomiques du COVID-19

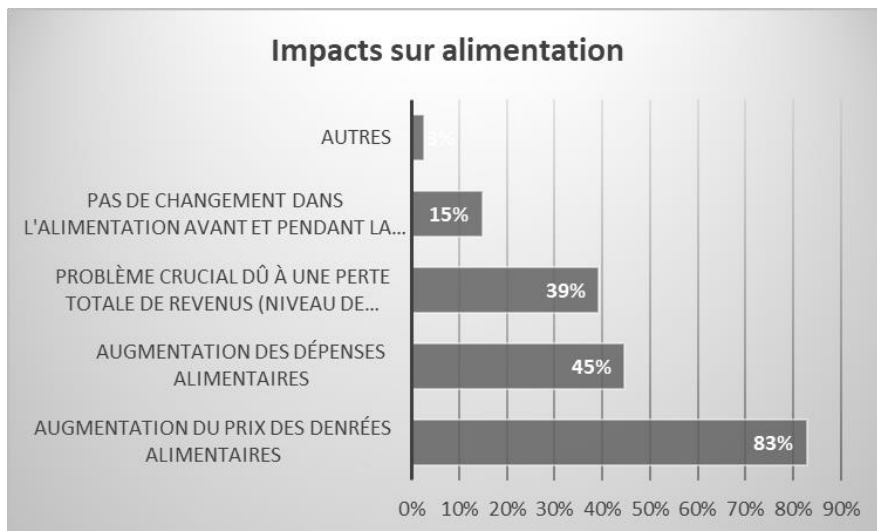
- Sur les besoins en alimentation

Seulement 15% des personnes enquêtées ont déclaré ne pas connaître de changement dans leur habitudes alimentaires avant et pendant la pandémie de COVID-19. La majorité personnes enquêtées éprouvent des difficultés pour se nourrir normalement pendant la période du COVID-19 en comparaison avec la période précédant la pandémie.

En effet, pour 95% des personnes enquêtées, tous les membres de leur ménage consommaient 2 à 3 repas par jour avant la pandémie de COVID-19 contre 64% de ces ménages pendant le COVID-19, soit une réduction de 31%. De plus, 34% des personnes enquêtées ont déclaré avoir consommé un 1 repas par jour par personne au sein du ménage, contre 3% avant le COVID-19.

Selon 45% des personnes enquêtées, cette baisse du nombre de repas journalier résulte de l'augmentation des dépenses alimentaires.

Avec de faibles revenus et une tendance à la baisse du fait du ralentissement des activités économiques des suites du COVID-19, il devient difficile pour les



personnes enquêtées de maintenir le nombre habituel de repas par jour, surtout que des besoins non-alimentaires sont aussi à satisfaire. Aussi, la réduction de la ration de l'assistance alimentaire aux réfugiés centrafricains en raison d'un manque de financement complique davantage la situation.

De même, la perte totale de revenus exprimée par 39% des personnes enquêtées a contribué à cette détérioration de la fréquence journalière de consommation alimentaire.

Les personnes enquêtées qui vivent du petit commerce semblent moins souffrir de l'augmentation des dépenses alimentaires (35%) que ceux qui n'en vivent pas (49%). Par contre, celles qui pratiquent les petits métiers non seulement font face à l'augmentation des dépenses alimentaires (72% contre 43% chez celles qui n'en pratiquent pas), mais aussi à des problèmes d'alimentation du fait de l'augmentation des prix des denrées (100% contre 70% chez celles qui n'en pratiquent pas). Par ailleurs, pour 60,3% de réfugiés qui vivent dans les sites aménagés, les dépenses alimentaires ont augmenté contre 42,9% pour ceux qui vivent en hors sites.

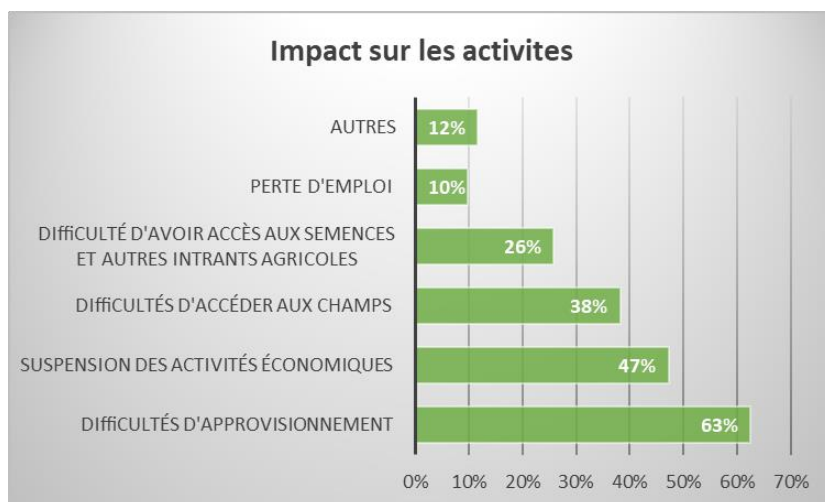
Les augmentations des prix des denrées alimentaires représentent une menace pour les populations des régions enquêtées, notamment des réfugiés et particulièrement ceux qui n'ont pas de ressources de revenu fixe et vivent au jour le jour. Selon l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun,¹ le niveau général des prix a augmenté de 2,6% au premier trimestre 2020, comparativement au 1er trimestre 2019 où cette hausse était de 2,3%. Bien que la crise sanitaire

¹ Evolution de l'inflation au cours du premier trimestre 2020, <http://www.statistics-cameroon.org/>.

liée au COVID-19 n'ait pas encore eu un impact significatif sur le niveau général des prix au cours du premier trimestre 2020, les prix à la consommation ont enregistré une hausse inférieure au niveau national à Garoua (2,1%), N'Gaoundéré (2,1%) et Bertoua (1,8%). Globalement, les prix des produits alimentaires de grande consommation tels que le riz (+4,3%), les légumes (+7,9%), les viandes (+4,8%), et les pâtes alimentaires (+1,3%) ont flambé.

- Sur les AGR et les moyens d'existence

La crise COVID-19 a négativement affecté les activités génératrices de revenus (AGR), en engendrant notamment des difficultés d'approvisionnement tels que l'ont souligné 63% des personnes enquêtées, en réduisant les activités économiques (pour 47% de personnes enquêtées), en limitant l'accès aux champs

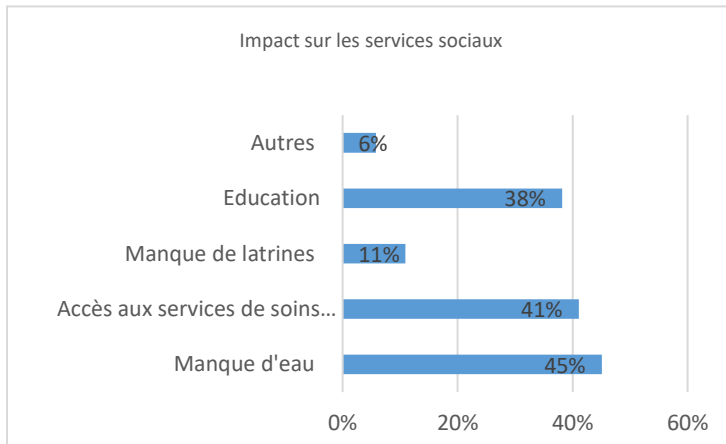


(pour 38% de personnes enquêtées) ou l'accès aux semences et autres intrants agricoles (pour 26% de personnes enquêtées) dues aux restrictions du transport.

La difficulté d'accès aux semences et autres intrants agricoles est logiquement plus prononcée chez ceux qui pratiquent l'agriculture (28%) que chez ceux qui ne pratiquent pas (10%). En effet, les populations citent que ceux qui pouvaient auparavant se débrouiller et se nourrir par eux-mêmes, surtout en hors sites et exerçant dans l'économie informelle, ont pour la plupart perdu leur unique source de revenus du fait de la réduction des opportunités professionnelles consécutives aux mesures de prévention liées au Covid-19. De nombreuses familles se retrouvent ainsi sans ressources.

De manière générale, la crise du COVID-19 a entraîné une baisse de revenus (selon 72% de personnes enquêtées), empêché d'assurer une alimentation adéquate (pour 70% de personnes enquêtées), occasionné un épuisement du stock de vivres restant (pour 57% de personnes enquêtées) ou les restrictions de mouvement et déplacement ont entraîné la diminution de superficie agricole emblavée.

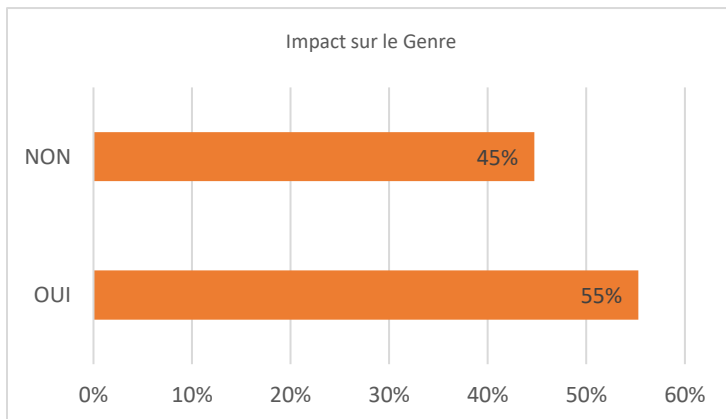
- Sur l'accès aux services sociaux de base



Sur le plan des services de base, la crise du COVID-19 a principalement réduit l'accès à l'eau (pour 45% de personnes enquêtées), aux services de soins de santé publique (pour 41% de personnes enquêtées) et l'accès à l'éducation (pour 38% de personnes enquêtées). De plus, le manque d'eau ou de latrines consécutifs au COVID-19 semble varier selon que les réfugiés

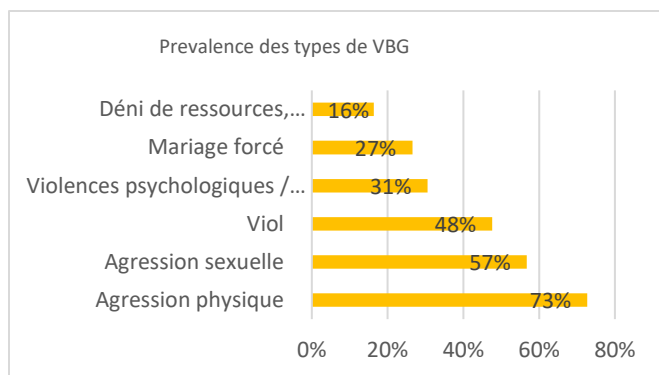
enquêtés vivent en dehors des sites (12,6%) ou dans les sites (3,6%) vue qu'il y'a des services sociaux en dehors des sites.

- Sur le genre et les groupes vulnérables



Les perceptions sont mitigées pour ce qui est de la relation entre le COVID-19 et le genre. De manière générale, 55% des personnes interviewées sont unanimes sur le fait que la crise COVID-19 est susceptible de causer plus d'effets sur les personnes de sexe féminin (femme ou fille) que sur celles de sexe masculin (homme ou garçon). Ainsi l'impact sera ressenti

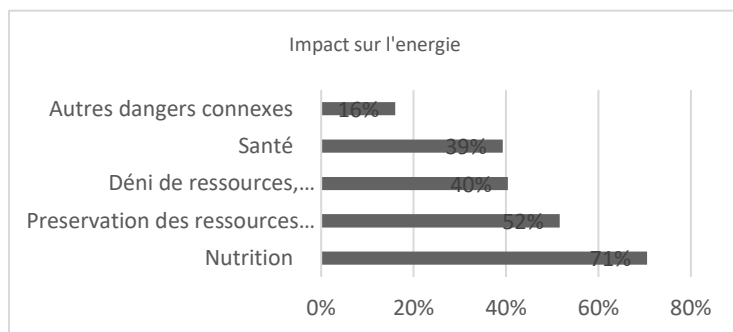
différemment ressortant ainsi la vulnérabilité des femmes et des filles face à cette maladie.



Que ce soit en sites ou en hors-sites, la majorité citent des violences basées sur le genre (VBG) essentiellement orientées vers le sexe féminin, allant jusqu'à prévoir la hausse des agressions sexuelles (selon 57% des personnes enquêtées), la hausse des viols (selon 48% des personnes enquêtées) et les mariages forcés (selon 27% des

personnes enquêtées).

- Sur l'énergie et l'environnement



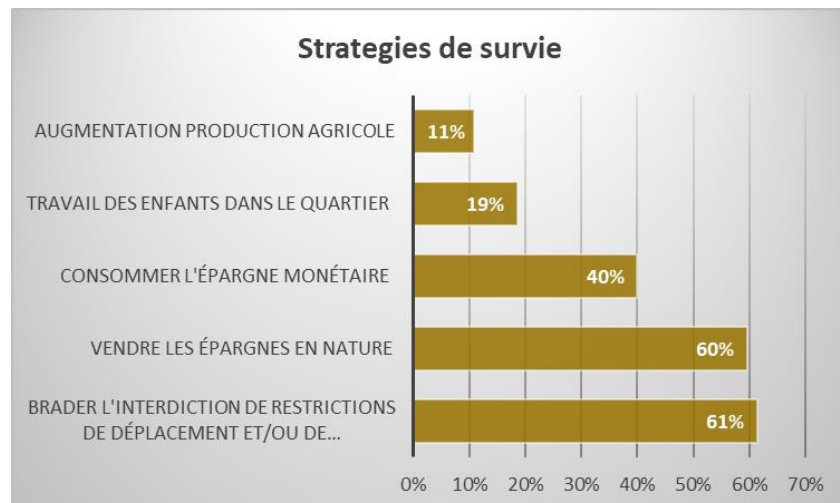
Aussi bien les personnes interrogées vivant dans les sites que ceux en hors-sites mentionnent que le COVID-19 a influencé leur accès aux combustibles (bois de chauffe) pour la cuisson de leurs aliments. Par conséquent, 71% des personnes enquêtées citent des problèmes d'alimentation et 39%

citent les problèmes de santé (n'arrivant pas cuire leur nourriture) due à l'inaccessibilité des combustibles à cause de la crise COVID-19.

7. Stratégies de survie

Si les mesures restrictives dues au COVID-19 s'accroissent, 61% des personnes enquêtées envisagent de braver les interdictions de déplacement pour exercer leurs activités agricoles et économiques. Ceci ouvre des possibilités de contracter le virus au contact d'autres personnes, d'objets ou des espaces et souillés. La pandémie se propagerait alors à plus large spectre, sachant que les agriculteurs et les commerçants représentent une frange importante des populations vulnérables.

Selon les mêmes hypothèses, d'autres stratégies d'adaptation des populations seraient la vente des épargnes en nature (60% de personnes enquêtées), la consommation de l'épargne monétaire (40% des personnes enquêtées) ou le travail des enfants dans le quartier (19% des personnes enquêtées) si les conditions se prolongent. Bien que traduisant une situation de



stress, le fait de dépenser l'épargne entraîne très souvent une réduction de la capacité à faire face à des chocs futurs en raison d'une diminution des ressources ou une augmentation des dettes.

La recherche du bois en forêt à distances éloignées indique combien la pression sur les ressources naturelles est grande avec des conséquences dévastatrices pour l'environnement et la protection physique. De plus, cette activité menace la cohésion sociale, puisque mettant souvent en conflit les populations locales propriétaires des terres et de la forêt aux réfugiés qui coupent le bois. Enfin, le parcours de longues distances expose les populations aux diverses formes de violences, surtout que ce sont les femmes et les enfants qui s'occupent généralement de cette activité (UNHCR/WFP, JAM 2019).

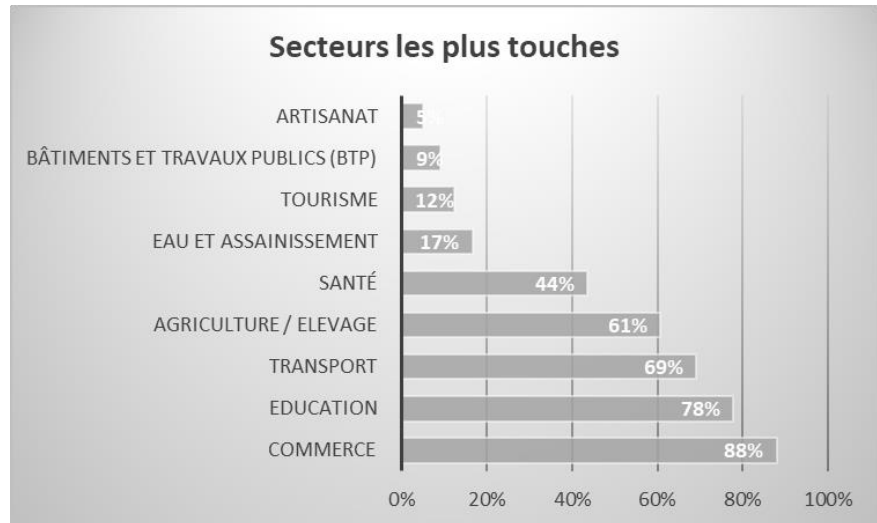
- Mesures d'urgence sollicitées et personnes prioritaires

Les personnes enquêtées préconisent les activités suivantes comme mesures urgentes de soutien : l'assistance alimentaire et du savon (75%) et les transferts monétaires (45%). De l'avis des personnes enquêtées, les catégories de la population prioritaire pour ces mesures d'urgence seraient alors les personnes vulnérables du plan économique (68%), les personnes handicapées (62%) ; les personnes âgées (60%) et les personnes à besoin spécifiques (47%).

- Secteurs les plus touchés par le COVID-19

Selon les personnes enquêtées, les secteurs les plus touchés par les effets du COVID-19 sont le commerce (88%), l'éducation (78%), le transport (69%), le secteur agropastoral (61%) et la santé (42%). En effet, le COVID-19 a généré l'arrêt temporaire ou définitif des activités dans les secteurs du commerce, l'éducation et du transport. La fermeture des frontières et les restrictions de

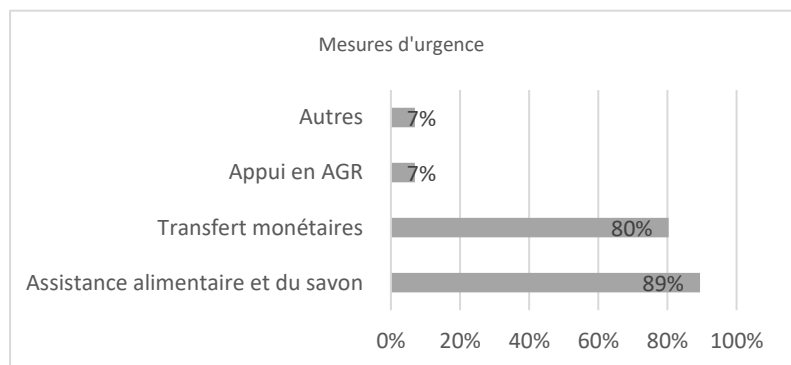
mouvement limitent la capacité de transport des marchandises et impactent négativement la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations. Aussi, les commerçants ont connu une baisse de la demande ou de la clientèle pour les produits destinés à un marché extérieur et des difficultés



d'approvisionnement pour les produits venant d'ailleurs. Par ailleurs, la baisse des ventes a réduit considérablement les fonds des opérateurs économiques qui éprouvent des difficultés à obtenir un financement auprès des banques, des tontines et autres associations. Des pertes d'emploi ont été enregistrées dans divers secteurs notamment l'éducation, l'hébergement et la restauration, la sylviculture et la construction. En revanche, pour les services de santé, les activités ont plutôt connu une hausse du fait du Covid-19².

8. Mesures d'accompagnement d'urgence : protection sociale et services de base

La pandémie de COVID-19 a engendré des restrictions de l'accès aux services sociaux de base notamment l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement. En vue de mitiger ces conséquences à travers des mesures d'accompagnement urgentes, les résultats de l'enquête n'ont pas relevé de grandes différences entre les mesures d'urgence privilégiées par les hommes et les femmes.



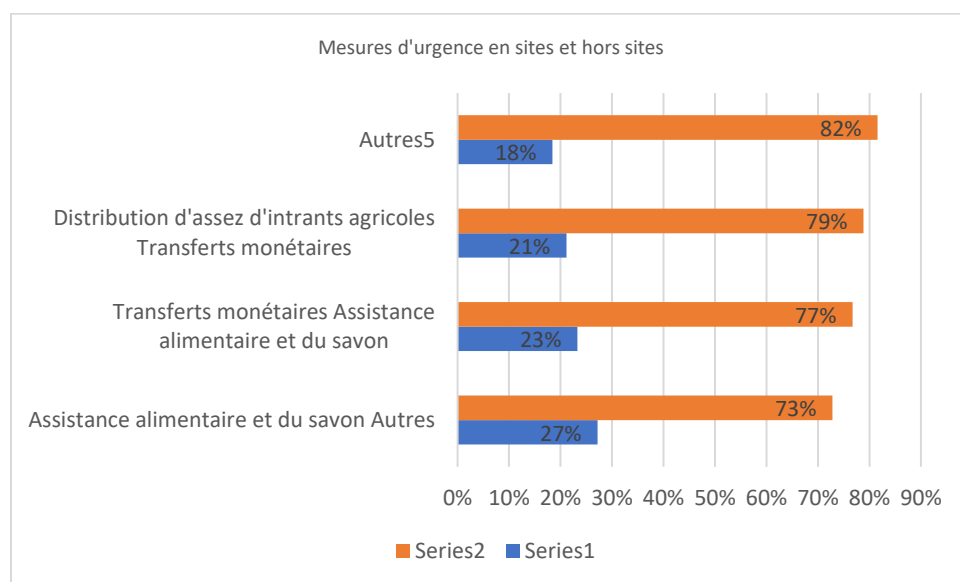
En effet, sur les 89% des enquêtés qui souhaitent une assistance alimentaire couplée à la distribution de savon de ménage d'une part, près de 87.2% sont des femmes contre 86.6% des

² Evaluation des effets socioéconomiques du coronavirus (covid19) au Cameroun - phase 1 ; Mai 2020 ; (INS-SNU)

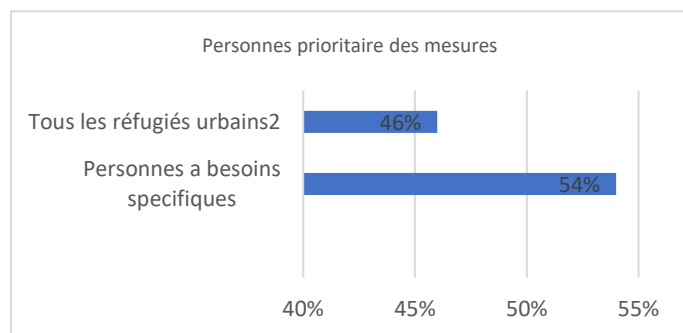
hommes. D'autre part 70.9% des femmes voudraient obtenir plutôt des transferts monétaires contre 79.1% des hommes.

41.8% des femmes contre 47.8% des hommes ont manifesté la volonté d'être appuyés en distribution d'intrants agricole et Activités Génératrices des Revenus (AGR). Cette appréciation peut être due au fait que la mise sur pied de telles activités demande un peu de temps et ne répondra qu'à une situation à moyen et long terme.

Pour ce qui est des préférences des personnes vivant dans les sites et hors-sites, environ 27% des répondants en sites proposent une assistance urgente en aliments et savon, alors que la priorité en hors site est pour la distribution d'intrants agricoles en quantité suffisante, les transferts monétaires et autres.

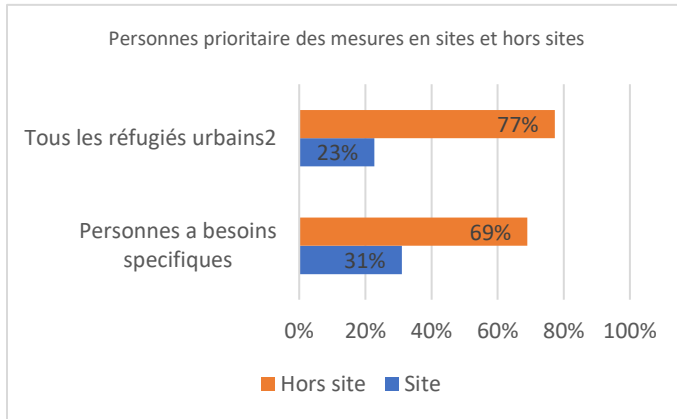


Quelles sont les personnes qui seront prioritaires pour ces mesures d'urgence d'accompagnement ?



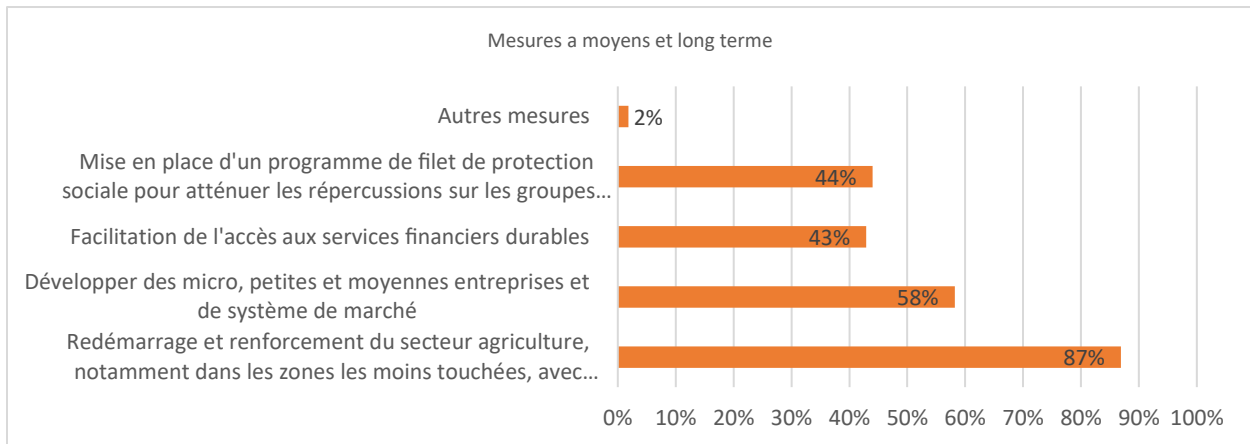
Dans l'intérêt d'identifier les groupes de personnes prioritaires pour les appuis et accompagnements en cette situation de pandémie de COVID-19, près de 54% des personnes enquêtées estiment que les Personnes à Besoin Spécifiques (PBS) sont prioritaires, entre autres les personnes âgées et les personnes vivant avec un

handicap ou avec des maladies chroniques.

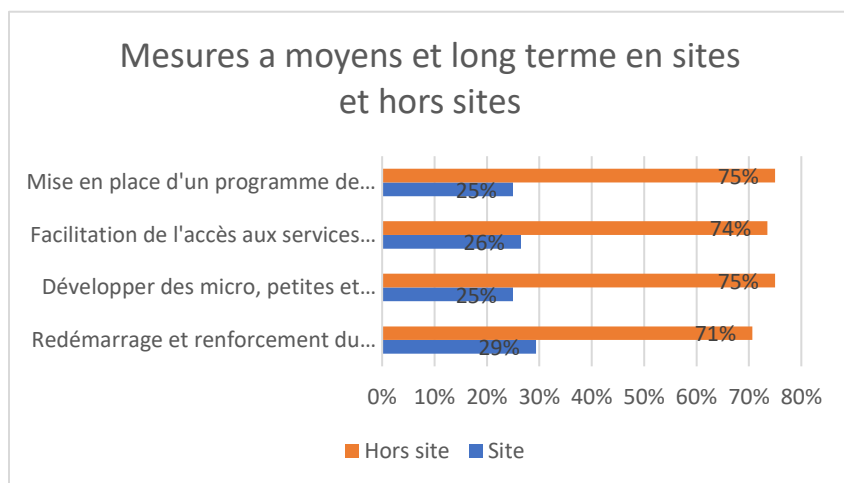


Cette priorisation est différemment perçue dans les ménages vivants hors sites que ceux vivant en sites aménagés. En effet en hors sites, 69% de ménages donnent priorité aux PBS et 31% des ménages en sites.

9. Mesures d'accompagnement à moyens et long terme



La majorité des personnes enquêtées (87%) proposent des appuis en vue du redémarrage et du renforcement du secteur agricole, 58% des répondants souhaitent développer des micros, petites et moyennes entreprises et 44% des répondants souhaitent la mise en place d'un programme de filet de protection sociale pour atténuer les effets du COVID-19.



Entre les personnes vivant dans les sites et ceux en hors sites, il n'a pas eu de grandes différences concernant les mesures souhaitées, que ce soit la facilitation de l'accès aux services financiers ou pour le développement des PME (petites et moyennes entreprises) et des systèmes de marchés.

10. Informations et connaissance du COVID-19

Une bonne information sur la pandémie de COVID-19 est d'une importance capitale pour pouvoir adopter et appliquer de manière efficace les mesures barrières appropriées.

L'ensemble des personnes enquêtées, que ce soit en site ou hors site, ont été informées de l'existence de la pandémie de COVID-19 ainsi que les mesures barrières, ceci par l'entremise des moyens de communication formels (radio, télévision, internet...), l'entourage ou bien les services étatiques et les ONGs.

4% des personnes enquêtées (dont 27% d'hommes et 73% de femmes) vivant en hors sites, bien que informées sur l'existence du COVID-19, ne sont pas régulièrement informées de l'évolution de la situation sanitaire relative au COVID-19. Cette proportion représente 63% des personnes dans la région de l'Adamaoua, 9% dans l'Est, 27% au Nord. Cette situation est due en grande partie à l'absence de canaux de communication dans certaines localités, et a des doutes par rapport à l'existence de la pandémie de COVID-19.

Quoique l'existence du COVID-19 soit connue de tous et que les informations sont communiquées dans la majorité des localités sur l'évolution de cette pandémie, il est important de continuer et d'intensifier les sensibilisations sur les mesures barrières, tout en utilisant tout autre moyen de communication accessibles à tous, tels que des affiches traduites en langue locale et les radios communautaires en raison du caractère récent de la pandémie de COVID-19.

11. Réponse multisectorielle à moyen et long terme

Pilier 1 : Renforcement de la riposte sanitaire et services sociaux de base

Protection sociale pour la satisfaction des besoins sociaux de base et des libertés fondamentales

- Transfert unique en espèces de 50,000 XAF à tous les ménages réfugiés et populations hôtes mise en quarantaine. Le montant de transfert unique de 50,000 XAF retenu s'aligne avec ce qui se fait avec les filets sociaux du HCR ainsi que le programme du Gouvernement en milieu rural.
- Assistance alimentaire aux ménages les plus vulnérables
- Vulgarisation des mesures et dispositifs de protection contre le coronavirus dans les lieux de détention ou les refugies sont incarcérés
- Renforcement des dispositifs de prévention de la propagation du COVID-19 aux points d'entrée frontaliers
- Mise en place d'une ligne verte pour identifier et traiter les problèmes de protection rencontrés par les réfugiés
- Organisation d'un réseau d'alerte pour renforcer le monitoring des frontières et s'assurer que les personnes dans le besoin ont accès à l'asile (frontière officielle et non-officielle)

Dans le secteur de la santé et du psychosocial

- Prise en charge totale de tous les réfugiés et des populations hôtes en matière de santé, un accent particulier devra être mis sur les malades chroniques et la santé mentale.
- Equipement et formation des relais communautaires et les leaders réfugiés pour qu'ils facilitent les séances d'information et de sensibilisation sur le terrain.
- Mise en place d'une cellule d'écoute et de réponse psychosociale.
- Appui aux centres de santé par la fourniture d'équipements médicaux, de médicaments et de renforcement des capacités du personnel de santé.
- Construction et Aménagement de sept centres d'isolement et de mise en quarantaine
- Recrutement et formation des Hygiénistes, des agents de surfaces et du personnel de santé
- Sensibilisation sur les mesures barrières
- Appui des formations sanitaires en médicaments et matériels de santé
- Appui psychosocial et matériel aux familles réfugiées affectées par le coronavirus
- Restauration aux personnes atteintes de COVID-19 mises en quarantaine ou en isolement
- Équipement des thermo-flash pour les établissements de soins (FOSA, quarantaine, isolement) soutenus par le HCR, les points/postes d'entrée des frontières se trouvant dans les zones opérationnelles du HCR

- Polycopier les mesures de prise en charge COVID-19 établi par le Gouvernement du Cameroun et mise en place des SOPs/circuits des cas contacts et des cas suspects dans tous les sites et les FOSAs soutenues par le HCR ainsi que des guidelines sur le confinement des ménages ayant hébergé un cas contact potentiel.
- Former les agents d'hygiène et personnels de santé sur les mesures WASH de prévention/gestion des déchets médicaux Covid-19, sur la protection et contrôle de l'infection au Covid-19 et mise en place dans ces FOSAs des guidelines sur la prévention et contrôle de l'infection au Covid-19
- Doter des unités de mise en quarantaine et d'isolement des 07 sites en matériels de protection et de prévention Kits EPI, matériels de désinfection et de pulvérisation etc. qui serviront aussi de désinfection des ménages suspects, dispositifs de lavage des mains et du savon.
- Achat et Equipement des salles d'isolement des 24 FOSAs hors site soutenues par le HCR et les doter de matériels de protection et de prévention (Kits EPI, matériels de désinfection et de pulvérisation dispositifs de lavage des mains et du savon).
- Equiper les hôpitaux en concentrateurs d'oxygène en vue de décentraliser la prise en charge des cas compliqués.
- Equiper les hôpitaux en respirateurs pour renforcer la prise en charge des cas compliqué
- Affecter et équiper d'ambulances pour transporter les cas suspects/confirmés du Covid-19 (thermomètres, concentrateur d'oxygène, oxymètre, tensiomètre, masque à oxygène, bouteille d'oxygène).

Dans le secteur de l'Eau et l'Assainissement

- Construction / entretien des points d'eau dans les sites COVID-19.
- Construction des forages avec Mini châteaux équipés des pompe solaires
- Construction de 50 blocs de latrines/douches dans les sites COVID-19.
- Installation de 36 points de lavage des mains dans les sites COVID-19.
- Fourniture de savon, sensibilisation de la communauté et embauche de techniciens en infrastructure WASH dans les camps de réfugiés.
- Appui en construction infrastructures COVID-19 dans les hôpitaux de Batouri, Bertoua et Yokadouma.

Dans le secteur de l'Education

- Des plaidoyers sont faits pour que l'inclusion des enfants réfugiés dans les programmes nationaux d'éducation en ligne, par radio, par téléphone soit effective.

- Achat de matériels audio-visuel pour les élèves, support didactiques, matériels de protection et sécurisation de la propagation du COVID-19 dans les écoles.
- Le HCR travaille actuellement à l'identification des besoins en matière d'éducation dans le contexte de la pandémie dans les zones/localités d'accueil des réfugiés en milieux ruraux - afin de pouvoir soumettre dans les meilleurs délais une proposition de budget en veillant à ce que les activités proposées soient alignées sur le plan de réponse national.

Pilier 2 : Protection communautaire des Personnes Cibles

Protection Communautaire

- Renforcement des activités de prévention des risques de violences, de négligence et d'abus sur les enfants dans le contexte du COVID-19 (Formation des Leaders-Relais communautaire-Sensibilisation de la communautés-Gestion des cas).
- Renforcement de la prévention et de la réponse aux risques d'abus et de violences sexuelles et sexistes faites aux femmes dans le contexte du COVID-19.
- Autonomisation des survivants des violences basées sur le genre VBG à travers des cash Transfer et des formations professionnelles.

Pilier 3 : Résilience économique et moyens de subsistance durable

Stratégie basée sur les Moyens de Subsistance en vue de protéger les actifs. Démarrer les activités de moyens de subsistance dès les premières phases de l'urgence sanitaire afin de ne pas permettre aux réfugiés de perdre leurs actifs

- Renforcement des capacités de résilience des réfugiés et populations hôtes dans les secteurs d'activités porteurs avec un système de marché encore fonctionnel. 100 jeunes anciens bénéficiaires de la formation professionnelle en couture prestataires produiront localement des cache-nez lavables pour la lutte contre le COVID-19 (Ils recevront 150 XAF pour chaque cache-nez fabriqué pour renforcer leurs activités économiques à la maison). Pour la fabrication de 298469 cache-nez pour les réfugiés et populations hôtes de Timagolo, Mbile, Lolo, Mandjou Ngarassingo, Gado, Borgop, Ngam, Touboro et Abong Mbang, la somme de 44,770,350 XAF est prévu (150 XAF x 298469).
- Faire le plaidoyer auprès des institutions de microfinance dont entre autres Crédit du Sahel pour le rééchelonnement des remboursements des crédits pour ceux qui ont contracté de prêt.
- Appui à l'intensification de la production maraîchère pour l'amélioration de la nutrition des populations face au COVID-19.

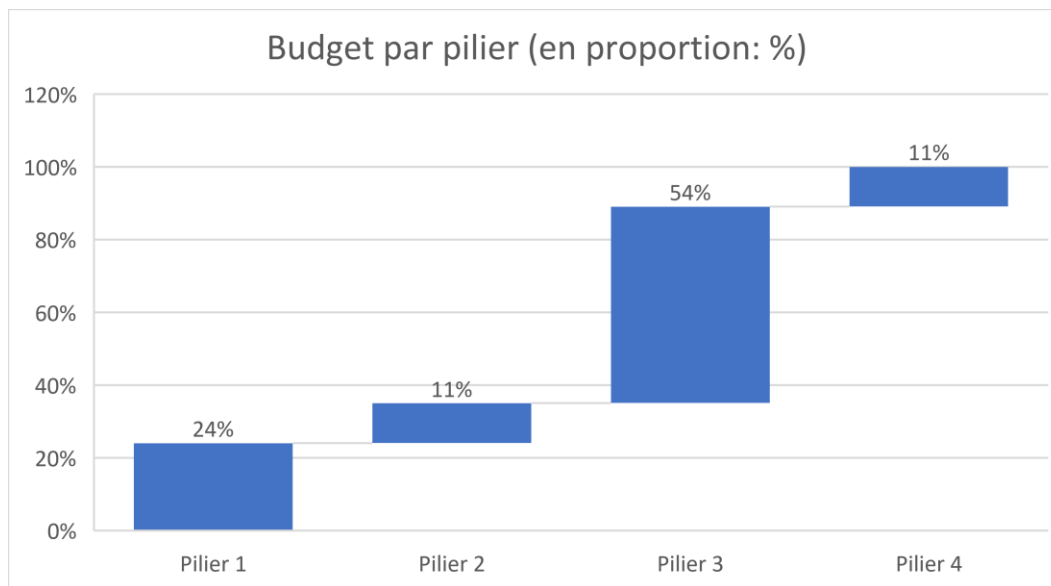
- Appui à la production intégrée maraîchère pisciculture pour l'amélioration de la nutrition des populations face au COVID-19.
- Soutenir la résilience économique et le développement de moyen de subsistance durable à travers la participation des réfugiés aux systèmes locaux de protection sociale.
- Promouvoir et développer des opportunités au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire des institutions publiques pour permettre aux petits exploitants de vendre leurs produits agricoles (par exemple, s'assurer de l'intégration des petits exploitants réfugiés dans la chaîne d'approvisionnement du SMP).
- Inclure les communautés réfugiées dans les systèmes alimentaire locaux. Développer et soutenir des partenariats innovants pour permettre aux réfugiés bénéficiaires des AGR et de microfinancements de vendre leurs produits au sein de chaîne d'approvisionnement durables.
- Soutenir les connaissances et les compétences des petits exploitants afin d'améliorer leur capacité à participer aux chaînes de valorisation de leurs produits et améliorer leurs compétences pour produire de manière environnementale, sociale et économique.
- Améliorer l'accès aux marchés locaux des communautés réfugiés, en particulier des réfugiés bénéficiaires des transferts monétaires et des AGR.
- Soutenir l'accès aux marchés locaux et à la chaîne de commercialisation des ménages réfugiés pratiquant l'agriculture et bénéficiaires des AGR afin d'améliorer la vente des produits développés.
- Renforcement du système de suivi des prix des marchés et appui à la commercialisation et chaîne d'approvisionnement.
- A long terme, promouvoir l'intégration et les activités génératrices de revenus tels que la fabrication des kits hygiéniques et des savons, ainsi que la transformation et la commercialisation des produits agricoles auprès des ménages affectés par les VBGs, ainsi qu'auprès de certains jeunes réfugiés et populations hôtes tout en respectant les mesures de préventions.

Pilier 4 : Energie et environnement

- Promotion de l'économie verte et application des énergies renouvelables pour les exploitations agricoles et les startups rurales.

12. Budget de réponse à moyen et long terme

Piliers	BUDGET (en USD)			
	2020	2021	2022	Total
Pilier 1 : Renforcement de la riposte sanitaire et services sociaux de base	\$3,000,000	\$1,500,000	\$500,000	\$5,000,000
Pilier 2 : Protection communautaire des Personnes Cibles	\$1,000,000	\$700,000	\$500,000	\$2,200,000
Pilier 3 : Résilience économique et moyens de subsistance durable	\$5,000,000	\$3,500,000	\$2,500,000	\$11,000,000
Pilier 4 : Energie et environnement	\$1,000,000	\$800,000	\$500,000	\$2,300,000
TOTAL				\$20,500,000



13. Conclusion

Les principales conclusions de l'évaluation ont montré que 57% des personnes enquêtées citent les risques perçus par rapport aux violences basées sur le genre (VBG) essentiellement orientées vers le sexe féminin. Aussi, 85 % des réfugiés sont confrontés à de nombreux problèmes pour couvrir leur besoins alimentaires quotidiens. Environ 68% des réfugiés vivent sous le seuil du salaire minimum du Cameroun, qui est de 36,270 XAF, applicable à tous les employés dans tous les secteurs, et 57% ont perdu leur emploi à cause du COVID. Cela se traduirait par une perte de revenus bruts de 5,694,390 XAF (10,268.37 USD) par mois en moyenne.

Beaucoup de ménages de réfugiés et de populations hôtes à l'Est, l'Adamaoua et Nord témoignent ne pas avoir de masque cache-nez pour se protéger du COVID-19. Aussi, ces ménages ont déclaré préférer mourir dans un lieu de travail plutôt que de mourir chez eux de faim en cas de quarantaine. Les résultats de l'enquête ont ainsi permis d'identifier comme priorité immédiate la fabrication d'au moins 298,469 cache-nez pour les réfugiés et populations hôtes par les réfugiés, tout en leur fournissant 150 XAF pour chaque cache-nez fabriqué pour renforcer leurs activités économiques à la maison.

Une autre action prioritaire identifiée est le transfert unique en espèces de 50,000 CFA pour couvrir principalement la nourriture et les savons pour tous les ménages réfugiés et populations hôtes en quarantaine, tout en envisageant une approche de développement à long terme en travaillant en complémentarité avec d'autres acteurs humanitaires. Une initiative similaire de l'UNCT, l'équipe de pays des Nations Unies (PNUD, OIT, UNICEF, HCR, PAM, CEA) aide actuellement le Cameroun à évaluer et à comprendre les effets socioéconomiques du COVID-19. Des plaidoyers sont faits pour que les réfugiés soient pris en compte dans le plan de riposte du Gouvernement.